LA TRIBUNE
POLITIQUE | BUSINESS | FINANCE
26 RUE D'ORADOUR SUR GLANE
75015 PARIS - 01 44 82 16 16

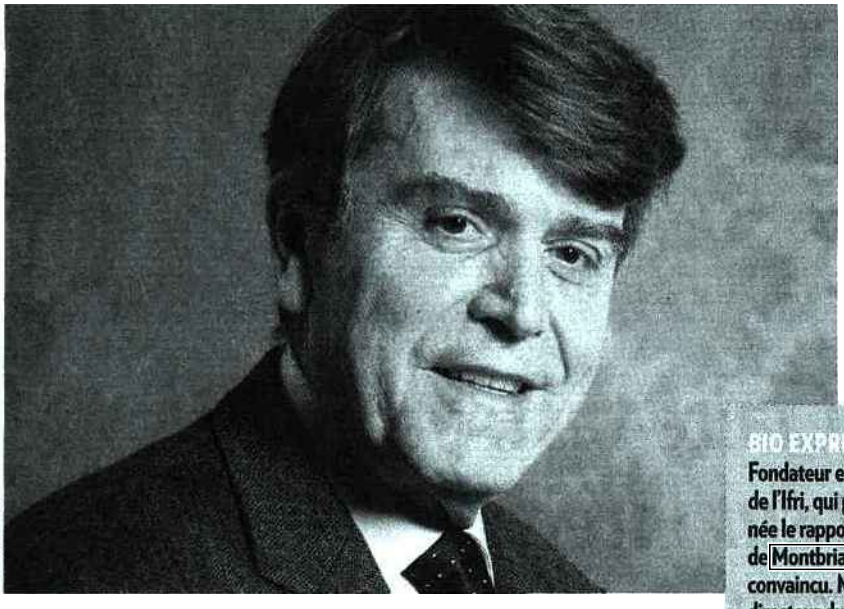
05 AOUT 09
Quotidien Paris
OJD : 77122

Surface approx. (cm²) : 528
N° de page : 7

LE MONDE D'APRÈS

Chaque jour, cet été, nous interrogeons un témoin sur l'après-crise. Aujourd'hui, Thierry de Montbrial n'anticipe pas de bouleversements post-crise. La crise met cependant en relief la nécessité de revoir la gouvernance mondiale, notamment dans le domaine économique.

Les excès de l'ère Reagan-Thatcher sont révolus



GILLES ROLLE/REA

INTERVIEW
THIERRY DE MONTBRIAL,
directeur général de l'Institut français des relations internationales

BIO EXPRESS

Fondateur et directeur général de l'Ifri, qui publie chaque année le rapport Ramses, Thierry de Montbrial est un libéral convaincu. Mais le premier directeur du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay (1973-1979) connaît trop bien les ressorts de la géopolitique pour confier l'avenir du monde au seul marché. Il lance en 2008 la World Policy Conference pour réfléchir à une nouvelle gouvernance mondiale.

LA TRIBUNE POLITIQUE | BUSINESS | FINANCE
26 RUE D'ORADOUR SUR GLANE
75015 PARIS - 01 44 82 16 16

05 AOUT 09
Quotidien Paris
OJD : 77122

Surface approx. (cm²) : 528
N° de page : 7

« Le monde ne sera plus comme avant », avance Nicolas Sarkozy. Partagez-vous cette opinion ?

Combien d'hommes politiques n'ont-ils pas proclamé que « le monde ne sera plus comme avant » ! Ce fut en substance l'une des toutes premières déclarations de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Plus sérieusement, le capitalisme a toujours évolué par crises successives et l'une de ses forces est d'assurer sa survie en se transformant. À chaque crise surgissent des mécanismes de correction et, bien souvent, des innovations technologiques. Tocqueville disait qu'après les révolutions politiques, on retrouvait les fondamentaux des anciens régimes. Il en va ainsi des crises économiques : tout change mais dans la continuité !

Cette crise ne va-t-elle pas entraîner une remise en cause du libéralisme et de la mondialisation ?

La notion de mondialisation est effectivement très liée à une conception libérale du monde. Mais on ignore trop souvent que la pensée libérale, c'est tout sauf le laisser-faire. Les grands auteurs ont toujours insisté sur deux points. Le premier est que la liberté d'entreprendre ne peut s'exercer dans le vide, sans un cadre légal et des institutions, dont le système bancaire et financier figure parmi les plus importantes. Or, la fameuse dérégulation de l'ère Reagan-Thatcher a glissé vers un laisser-faire idéologique. Le second point, trop souvent occulté, c'est la notion de justice et d'équité en matière de rémunérations. Or, nous avons assisté dans de nombreux cas à une véritable débauche, qui s'est propagée à l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi il existe ce sentiment si fort d'injustice. Ces problèmes ne sont pas nouveaux et nous assistons à une certaine normalisation tant au niveau de la régulation qu'au niveau des rémunérations.

Il n'y a donc rien d'inédit dans cette crise ?

Deux aspects me semblent tout à fait inédits et ils concernent tous deux la finance. L'informatique et la mathématique financière ont été logiquement les moteurs du développement des marchés mais les choses ont commencé à déraper lorsque les financiers ont commencé à prendre les modèles mathématiques pour la réalité. La deuxième chose qui m'a frappé a été l'arrêt brutal du fonctionnement de certains marchés. C'est du jamais-vu dans l'histoire économique et ce phénomène a entraîné une remise en cause radicale de beaucoup de référentiels, basés sur le principe de l'infaillibilité des marchés. D'où l'intervention rapide et directe des banques centrales pour se substituer aux marchés, ce qui est également sans précédent.

Pensez-vous que les leçons ont été tirées ?

Les banquiers centraux ont, plus rapidement que les gouvernements, tiré les enseignements de la crise. Mais la mise en œuvre des nouvelles régulations relève désormais du politique, lequel doit surmonter des oppositions et résistances, notamment des lobbies. Je suis frappé de la grande volatilité qui continue de régner dans l'appréciation de la situation, tantôt dramatique, tantôt optimiste. Il est naturel de vouloir se rassurer mais cet état d'esprit freine bien évidemment la volonté de réforme.

À quels changements structurels vous vous attendez le plus ?

Il existe des frémissements sur les questions monétaires. Le statut du dollar comme monnaie de réserve est posé, sous la pression notamment des fonds souverains qui sont en train de bouleverser la structure du capital mondial. Dans les vingt prochaines années, la devise américaine devrait progressivement rentrer dans le rang. En revanche, je suis plus dubitatif sur la mise en œuvre d'une réforme suffisante de la gouvernance mondiale, pourtant indispensable. La mondialisation est un changement de nature, plus que de degré, dans l'interdépendance, et elle ne pourra pas se poursuivre sans un nouveau cadre institutionnel plus adapté. Chacun sait que les institutions actuelles sont insuffisantes, surtout dans le domaine économique. Je crains que si les États ne remettent pas rapidement de l'ordre dans cette gouvernance mondiale, de nouvelles crises réapparaissent assez vite avec, comme risque ultime, un retour du protectionnisme et de ses effets dévastateurs.

Cette crise va-t-elle modifier les rapports de force dans le monde ?

Je ne crois pas au scénario d'un déclin des États-Unis dans l'avenir prévisible : c'est un pays extraordinairement dynamique, jeune, pragmatique malgré sa grande facilité à s'embarquer sur des voies idéologiques. Il ne faut donc pas sous-estimer sa capacité de rebond. La crise ne remet pas non plus en cause la dynamique des puissances émergentes. Le problème de la Chine est davantage tourné sur les questions intérieures. C'est également le cas de l'Inde. La Russie et les pays de l'Est sont, sans doute, plus durement frappés car leur développement est plus récent, les racines de leur capitalisme moins profondes, avec des comportements de « nouveaux riches ». Finalement, c'est l'Europe qui m'inquiète le plus. Certains pays européens, comme la France, peinent à accomplir les réformes structurelles nécessaires et la crise risque de freiner les efforts d'adaptation qui restent indispensables.

Voyez-vous de nouveaux risques émerger ?

L'accroissement considérable de l'endettement des États, notamment européens en raison de leur position initiale, est un défi majeur pour demain. Pour l'instant, personne n'a véritablement d'idées claires sur les scénarios de désendettement. Or, dans la zone euro, le risque de faillite d'un État n'est plus à exclure. C'est la grande incertitude du monde de l'après-crise.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC BENHAMOU